



Le psy et le sociologue face au djihadiste

Comment analyser le passage à l'acte d'un adolescent ? Processus psychique ou trajectoire sociale ? A l'occasion des états généraux Psy sur la radicalisation, dont "l'Obs" est partenaire, le psychanalyste Fethi Benslama et le sociologue Laurent Bonelli confrontent leurs approches



Laurent Bonelli, vous venez de publier avec Fabien Carrié « la Fabrique de la radicalité », une étude sociologique des jeunes djihadistes français. Comment tenez-vous compte du discours des pys dans vos recherches ?

Laurent Bonelli Nous avons travaillé sur les dossiers des 133 mineurs poursuivis entre 2012 et 2017 pour des faits de terrorisme ou signalés pour « radicalisation ». Face à ces parcours, la méthodologie de la sociologie consiste, dans un premier temps, à établir des régularités, des homologues qui dessinent des grandes dynamiques de groupe ; puis, à faire une exploration fine des histoires de vie, pour mettre au jour les micro-bifurcations d'une trajectoire, les enjeux propres à une famille ou à une fratrie, les phénomènes d'escalade face à un renvoi scolaire ou la pression d'un parent, le rôle clé des petits groupes de pairs... On voit ainsi comment se fabrique progressivement un passage à l'acte qui n'était pas prévisible, y compris pour la personne elle-même.

Nous avons échangé avec les psychologues qui avaient interrogé ces jeunes. Parfois, ils apportaient des éléments éclairants sur leur économie psychique, par exemple sur la question de la sexualité ou du fantasme adolescent, qu'on pressentait pouvoir être mise en lien avec ce qu'ils projetaient sur la Syrie. Mais il faut savoir, à un certain stade, se déclarer incompetents et ne pas chercher à faire du « braconnage » scientifique. En revanche, on peut creuser en dialogue.

En réalité, plus que les différences de disciplines, c'est le sérieux des travaux qui est pour moi discriminant. Je lis avec beaucoup de respect toutes les recherches qui sont fondées empiriquement. Malheureusement, sur ce sujet, beaucoup de gens se contentent d'écrire depuis leur bureau et produisent du bavardage savant.

Fethi Benslama Ce sont ceux que j'appelle les « uberradicalogues, qui n'ont jamais rencontré un cas de leur vie.

Justement, Fethi Benslama, dans votre pratique de psychanalyste, vous avez affaire à des jeunes « radicalisés ». Que vous apporte la sociologie ? F. B. J'apprécie vous entendre parler des limites scientifiques, parce que c'est là où les rencontres entre disciplines sont intéressantes. Je suis un élève du psychanalyste et anthropologue Georges Devereux qui a théorisé l'in-

complétude des savoirs. Plus qu'une hygiène, c'est une nécessité d'être capable de céder la place à un autre savoir. Sans cette écologie de la pensée, il ne reste plus que l'affrontement dogmatique, toujours dommageable.

En tant que psychanalyste, je m'intéresse aux conflits intrapsychiques, au niveau le plus intime du sujet. Mon travail consiste à comprendre quelle fonction précise occupe la radicalisation chez un individu. Prenez le cas des Merah. Dans une même famille, un des fils est un tueur, la mère l'appuie, la sœur choisit de partir en Syrie, un autre fils fournit l'autorisation idéologique, et puis vous avez deux autres membres, un frère notamment, qui s'opposent à tout cela. Pourquoi les uns et pas les autres ? Il y a une grande part de contingences (rencontres, accidents), mais là, vous avez une décision, consciente ou inconsciente, d'un sujet qui est à analyser. Mon hypothèse, c'est que la radicalisation a pour fonction de recouvrir ou d'envelopper le symptôme que construit un sujet – vous appelez ça « la fabrique ». Et des travaux de sociologie sérieux, comme les vôtres, me donnent des matériaux d'objectivation.



Président du Comité d'organisation des états généraux Psy sur la radicalisation (7-10 novembre), FETHI BENSLAMA est psychanalyste, professeur de psychopathologie à l'université Paris-Diderot. Il est notamment l'auteur des essais « Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman » (2016), et, avec Farhad Khosrokhavar, « Le jihadisme des femmes » (2017), aux éditions du Seuil.

En quelques années, le mot « radicalisation » s'est imposé dans notre vocabulaire. Pourtant, Laurent Bonelli, dans votre livre, vous l'écartez. Pourquoi ?

L. B. « Radicalité » n'est pas totalement satisfaisant non plus, mais, dans le débat actuel, le terme de « radicalisation » nous semblait trop brouillé. Car il est à la fois un concept scientifique, une catégorie administrative et en même temps une disqualification politique : si au XIX^e siècle, certains pouvaient se revendiquer comme radicaux (du Parti radical), on sait très bien qu'aujourd'hui la radicalité est perçue comme immédiatement négative. Or ce que nous voulions montrer, c'est qu'une partie des actes qualifiés de « radicaux » ne peuvent pas être séparés des réactions qui les labellisent comme tels. Certains comportements ou propos ont en effet pour simple ambition de faire réagir les familles ou les institutions (école, police, services sociaux). C'est particulièrement manifeste sur la question des provocations : les petits délinquants ont très bien intégré

que faire l'apologie du terrorisme était le meilleur moyen de déstabiliser les professionnels. En outre, certains comportements (des formes de conversion ostentatoire, par exemple) ne sont labellisés « radicaux » que parce que les institutions, à un moment donné, les pensent de cette manière-là. Dans dix ans, peut-être ne le seront-ils plus ou bien d'autres s'ajouteront sur la liste. La labellisation institutionnelle fait donc partie du problème, ce qui est souvent occulté.



Sociologue et maître de conférences en sciences politiques à l'université de Paris-Nanterre, LAURENT BONELLI est l'auteur de « La France a peur. Une histoire sociale de "l'insécurité" » (La Découverte, 2010). Il vient de publier, avec Fabien Carrié, « La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français », aux éditions du Seuil.

F. B. J'ai une préférence pour le terme « radicalisation », non seulement parce qu'il est devenu d'usage international, mais surtout parce qu'il indique des processus. Les psychanalystes distinguent par exemple l'« identité », qui s'apparente à un état, et l'« identification », qui désigne un mouvement ; alors que la « radicalité » semble une substance. Mais il y a toujours un hiatus entre les mots et les choses. Le problème, c'est qu'une fois posée sur son sujet, la grille scientifique finit bien souvent par le faire disparaître. Derrière cette question, le vrai enjeu, ce sont les idéologies qui promeuvent des tueurs,

même si tous ceux qui les adoptent ne le deviendront évidemment pas. Et là, on se heurte à une difficulté majeure : si les psys peuvent à la rigueur dire qu'il y a des personnalités dangereuses, ni eux ni les sciences de l'humain en général n'ont les moyens de prévoir si quelqu'un peut passer à l'acte ou non. La deuxième difficulté, c'est que notre civilisation mondialisée engendre elle-même de la radicalité : avec la sauvagerie de l'économie libérale et les nouveaux modes de communication, des digues du refoulement de la haine ont cédé. Or une société ne peut pas se maintenir si elle ne refoule pas la haine des individus. Il faut des mécanismes de contenance, je dirais même de répression de l'expression publique de la haine. Et l'Etat a un devoir vis-à-vis de cela. Or, parfois, j'ai l'impression que vous faites une critique de l'Etat, qui est certes nécessaire, mais vous la faites comme si l'Etat de droit n'était qu'une menace, alors qu'il est, à maints égards, une protection contre ces déferlements de haine.

L. B. D'abord, je suis moi-même fonctionnaire de l'Etat, je suis enseignant-chercheur, je ne me sépare donc pas de l'action de l'Etat. Seulement, il me semble important de rappeler que les actions et les catégorisations des institutions ont des effets sur les subjectivités, sur les identités et les mécanismes d'engrenage. L'idée n'est pas de dire qu'il n'y a rien à faire mais de se demander : qu'est-ce qu'une juste réponse de l'Etat ? Et au fond, jusqu'où ne fabrique-t-il pas ce qu'il essaie de combattre ? Pour le dire simplement, si on surréagit à chaque provocation, il est clair que les provocations seront encore plus nombreuses, et toute une série de jeunes gens se retrouveront dans les fiets de la lutte antiterroriste où n'est pas leur place. L'exemple des provocations nazies dans les établissements scolaires allemands nous montre que la répression conduit à

une surenchère et que seules fonctionnent les stratégies de désescalade.

Il faut être prudent avec ces idées de continuums, d'échelles ou de signaux faibles et plutôt identifier les logiques concrètes auxquelles on est confronté : rébellion et engagement relèvent de dynamiques très différentes. Je comprends bien la terreur des institutions, mais un jeune signalé pour une provocation cela signifie qu'il se retrouve sur un fichier, ses parents sont convoqués par le service de renseignement, cela se sait, on commence à l'appeler « le terroriste » dans la classe, il est obligé de changer d'établissement... Or la surveillance, le contrôle ou les poursuites peuvent aussi concrètement jouer dans l'escalade vers la violence ou la radicalité.

Bien sûr, l'Etat a un rôle majeur de défense des normes sociales, et le droit pénal sert à cela. Mais cela implique de garantir à chaque groupe social une égalité de traitement et d'opportunité, sinon c'est de l'injustice. Créer des communautés de suspects, c'est le cercle vicieux, ça produit précisément de la révolte contre les institutions.

F. B. Je n'ai pas vu l'Etat français, sur ce plan, faillir à sa mission de neutralité. Peut-être même a-t-il trop tardé vis-à-vis de certains acteurs porteurs d'idéologies islamistes qui ont créé cette offre de radicalisation. Je vous rejoins, en revanche, sur les risques d'une réponse grossière de l'Etat à une menace faible. La critique que je lui adresserais, c'est d'ignorer les savoirs issus de recherches qu'il a lui-même rendues possibles. Je crois aussi que nous devrions nous interroger sur ce que l'Etat a fait d'une institution aussi primordiale que l'aide sociale à l'enfance dont il s'est totalement défaussé sur les départements ; certains ne peuvent plus por-

ter le fardeau, comme dans le 93.

Contre toute attente, « la Fabrique de la radicalité » montre que ce sont les mineurs issus des familles les plus stables et encadrantes des classes populaires, aux scolarités normales, inconnus des institutions, qui manifestent l'engagement le plus ferme au point de partir en Syrie ou de planifier des attaques. Etait-ce une surprise pour vous ?



L. B. Nous avons été stupéfaits. Mais ce constat n'est qu'un point de départ, il faut ensuite comprendre pourquoi de bons élèves pouvaient se retrouver en Syrie avec des ex-délinquants. Et si ces mineurs passent à l'action de manière si précoce, c'est parce qu'ils vivent un moment d'effondrement et éprouvent une urgence existentielle. Souvent, ce sont des enfants pour lesquels les parents, beaucoup des migrants qui ont fait le choix de l'intégration à tout prix, ont nourri de grands espoirs d'une élévation sociale qui devient de plus en plus difficile à atteindre autour du passage au lycée, où s'accroît la compétition scolaire et où ils prennent brutalement conscience de leur position sociale objective. Ce qu'ils vivent comme une trahison.

F. B. Les psys parlent de la « chute des idéaux » dans la période de transition juvénile. Et il y a en effet des troubles de la vie psychique qui sont des troubles du processus de subjectivation à différentes étapes de l'existence qui n'entrent pas dans des catégories pathologiques mais qui

peuvent avoir des conséquences considérables sur le sujet. Il y aurait d'ailleurs un danger à voir dans la radicalisation un phénomène psychiatrique, parce qu'à quelques exceptions près, c'est tout simplement faux. Il faut en revanche être très attentifs à ces perturbations, qui sont parfois micro, et qui font qu'un sujet, à un moment de sa vie, se trouve en panne. C'est là que la rencontre avec l'offre de réidéologisation à travers la radicalité lui permet de se relever d'une certaine manière.

L.B. Exactement, mais ce n'est pas simplement individuel, car des situations comme celles-ci, il y en a des dizaines de milliers. Or ceux qui s'engagent dans le djihadisme demeurent extrêmement rares. Il faut pour cela qu'ils rencontrent des gens aux vécus et préoccupations similaires, l'une de nos mineurs dit « d'autres moi », et qu'ils forment des petites « communautés affectives » (Max Weber), dans lesquelles ils élaborent leurs utopies et où s'opèrent des « montées en radicalité ».

A l'inverse, ceux qui ont des carrières de petits délinquants vont d'abord épuiser les options de la rue, ce qui prend plus de temps. Mais être dans la rue est coûteux, c'est dangereux et précaire. C'est pour cela que vers 23-24 ans, un grand nombre décroche, sous l'effet de la répression policière et pénale, mais aussi de la fatigue. Certains trouvent une forme de stabilité en devenant des traifiants de plus grande envergure, mais ceux qui n'y parviennent pas doivent passer à des actes à hauts risques. Le livre de Fabien Truong, « Loyautés radicales », est en cela éclairant sur le cas d'Émédy Coulibaly. A la fin de sa vie, il peut faire trois braquages à moto en une journée, c'est une fuite en avant. Durant cette carrière délinquante, il a appris à trouver et manier des armes, il a aiguisé sa haine anti-institutionnelle, contre

les policiers, les magistrats, la prison. Au bout de cette trajectoire, ces savoir-faire techniques peuvent trouver à se reconverter dans la cause djihadiste en se parant d'une nouvelle grandeur.

Cela montre bien qu'il n'y a pas *une* « radicalisation », mais *des* logiques sociales très hétérogènes. C'est d'ailleurs pourquoi vouloir dresser « le profi du radicalisé » est illusoire, en cela sciences du psychisme et sciences sociales sont parfaitement d'accord.

F. B. C'est un point très important. Mais ce que le sociologue voit comme un paradoxe, le fait que des jeunes issus d'un milieu social protecteur et bons élèves puissent être les plus utopistes ou le retournement d'un délinquant, c'est le caractère divisé de tout sujet humain que décrit le psychanalyste. Derrière l'apparence du jeune qui se plie à l'idéal parental, il peut en effet y avoir un versant de haine, par exemple vis-à-vis du père et de ce qu'il représente, de l'histoire de son immigration. De même, derrière le délinquant, il y a souvent une

pression morale absolument extraordinaire qui peut l'amener à vouloir convertir sa haine de la société et à se « purifier » en devenant un « martyr ». Les retournements se font sur la base de cette division de l'individu humain, qui chez certains est le lieu d'une tension extrême : le moment de bascule, c'est un peu comme quelqu'un qui monte sur le versant d'une montagne et qui décide de passer de l'autre côté. | ■

par Marie Lemonnier

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“**SOUVENT, CE SONT DES ENFANTS POUR LESQUELS LES PARENTS ONT NOURRI DE GRANDS ESPOIRS D'ÉLEVATION SOCIALE.**” LAURENT BONELLI

